

# Alternatives Économiques

www.alternatives-economiques.fr



NUMERO 283 BIS ■ SEPTEMBRE 2009 ■ 2€

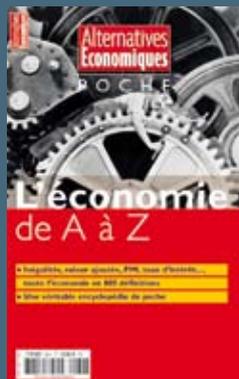
DES ACTES, PAS DES PROMESSES ! **page 3** LE SUD À RUDE ÉPREUVE **page 4** LA FAIM S'ÉTEND **page 8**  
UN AUTRE MODÈLE AGRICOLE **page 10** PRODUIRE ET MANGER AUTREMENT ? OUI, MAIS... **page 13**



## Faim dans le monde : dites un chiffre...

# La collection de référence pour comprendre les grandes questions économiques et sociales

jusqu'à 20 % de réduction



Inégalités, valeur ajoutée, FMI, Taux d'intérêt... toute l'économie en 1 200 définitions. Une véritable encyclopédie de poche.



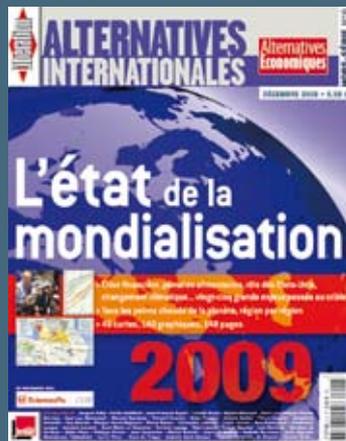
Un état des lieux de l'Europe sur le plan politique, économique, social et environnemental.



Les origines de la crise, le récit de ses principales étapes, l'analyse de ses conséquences et des réponses qui lui sont apportées, les pistes de réforme du capitalisme. Et un tour d'horizon historique et théorique sur les crises du capitalisme.



Vingt-cinq fiches pour comprendre les questions qui sont au cœur du débat économique et social et les analyses des chercheurs de l'OFCE.



25 fiches de synthèses sur les grands enjeux du moment et l'analyse de tous les « points chauds » de la planète région par région.



De la révolution néolithique à la crise financière actuelle, une synthèse de l'histoire économique et sociale à partir de 38 dates clés. Une plongée dans le temps long de l'histoire qui permet de mieux comprendre le monde d'aujourd'hui.

Vous pouvez également commander ces numéros en vous connectant sur notre site internet

[www.alternatives-economiques.fr/hors-serie](http://www.alternatives-economiques.fr/hors-serie)

**OFFRE SPÉCIALE jusqu'à 20 % de réduction**

**Oui, je souhaite profiter de votre offre spéciale, j'indique ci-dessous mon choix :**

Réf.	Titres	Nbre d'ex.	Prix unitaire	Montant total
HSP 40	L'économie de A à Z		12,50 €	
HS 81	L'Europe		5,30 €	
HSP 38	La crise		9,50 €	
HS 80	L'état de l'économie 2009		6,90 €	
HSAI 06	L'Etat de la mondialisation 2009		9,50 €	
HSP 36	Les grandes dates de l'histoire économique		9,50 €	
<b>Total de votre commande</b>				
<b>Je commande 4 exemplaires ou plus : je bénéficie de 20 % de réduction que je déduis sur le montant total :</b>				

V283B

Je choisis de régler :

par chèque bancaire ou CCP à l'ordre d'Alternatives Economiques

par carte bancaire (CB, Visa, Eurocard) paiement sécurisé

n° \_\_\_\_\_ indiquez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte : \_\_\_\_\_

**Frais de port offerts**

Date et signature

(obligatoire si paiement par carte)

Mes coordonnées :

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Organisme, société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Merci d'envoyer votre commande accompagnée de votre règlement à Alternatives Economiques, Abonnements, 12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny

Commandes par téléphone au 03 80 48 10 40 (paiement par CB)

Offre valable jusqu'au 31-12-2009 dans la limite des stocks disponibles et réservée à la France métropolitaine. Nous consulter pour les DOM-TOM et l'étranger.



**Fondateur, conseiller de la rédaction :** Denis Clerc

**RÉDACTION :** 28 rue du Sentier 75002 Paris  
Tél. 01 44 88 28 90

Courriel : redaction@alternatives-economiques.fr  
Pour joindre directement votre correspondant, composez le 01 44 88 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.

**Directeur de la rédaction :** Philippe Frémeaux (28 90)

**Rédacteur en chef :** Guillaume Duval (28 92)

**Rédacteurs en chef adjoints :** Sandra Moatti (95 36),  
Christian Chavagneux (27 38)

**Secrétaire général de la rédaction :** Daniel Salles (28 98)

**Macroéconomie :** Christian Chavagneux, Sandra Moatti

**Entreprise :** Marc Chevallier (27 39)

**Société :** Louis Maurin, chef de service (28 94),  
Nairi Nahapétian (23 85).

**Consommation :** Claire Alet (23 86)

**Travail, social :** Camille Dorival, Laurent Jeanneau (95 38)

**International :** Antoine de Ravignan (95 92)

**Histoire :** Gérard Vindt **Livres :** Christian Chavagneux (27 38)

**Écrans :** Igor Martinache **Blog-éco :** Gilles Raveaud

**Agir, agenda :** Claire Alet (23 86)

**Secrétariat de rédaction, iconographie :**

Martine Dortée (27 37), Nathalie Zemmour-Khorsis (28 96),  
Charlotte Chartan (95 37)

**Ont également participé à ce numéro :** Typhaine Diouf,  
Laurence Estival, Jean-Louis Vielajus

**Relations extérieures, Association des lecteurs :**

Véronique Orlandi (95 90), Hélène Creix (28 90)

**Comité d'orientation :** Jean-Joseph Boillot, Philippe Bonzom,  
Jean-Pierre Chanteau, Christian Dufour, Christophe Fourel,  
Jean-Paul Hébert, Daniel Lenoir, Bruno Magliulo, Jacques Maire,  
Dominique Méda, Bernard Pecqueur, Jean Pisanil-Ferry,  
Dominique Pihon, Hugues Sibille, Pierre Volovitch

**Rédaction Web :** Wojtek Kalinowski

**Développement Web :** Romain Dortier

**DIFFUSION, PROMOTION, PUBLICITÉ**

28, rue du Sentier, 75002 Paris tél. 01 44 88 28 90

**Directeur du développement :** Pascal Canfin (95 39)

**Directrice commerciale :** Hélène Reithler (27 33)

**Chargée de promotion diffusion :** Aïssata Seck (28 97),  
**Publicité, directeur de clientèle :** Jérémy Martinet (27 34)

**Chef de publicité :** Nicolas Chabret (27 35)

**ABONNEMENTS, FABRICATION**

12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny

Tél. 03 80 48 10 25 - Fax 03 80 48 10 34

**Abonnements :** Delphine Dorey (chef de service),  
Courriel : abonnements@alternatives-economiques.fr

**Assistante marketing :** Marianne Thibaut

**Directeur administratif et financier :** François Colas

**Comptabilité :** Zineb Hemairia, Odile Villard

**Rédactrices/graphistes :** Julie Brignonon, Odile Al Daghistani,  
Isabelle Alexandre, Christine Martin

**Conception graphique :** Rampazzo.com (Paris)

**Photo couverture :** Steffen Diemer - Gruppe28-Réa

**Imprimerie :** SPEI, Nancy

**Édité par Scop-SA Alternatives Economiques.**

RC 84 B 221 Dijon, Siret 330 394 479 00043.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,  
l'Association Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs  
d'Alternatives Economiques.

**Directeur de la publication :** Philippe Frémeaux

CPPAP 0314 | 84446 - ISSN 0247-3739

Dépôt légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes,  
infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à  
l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction.  
Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre  
français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris,  
tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,  
l'Association Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs  
d'Alternatives Economiques.

**Directeur de la publication :** Philippe Frémeaux

CPPAP 0314 | 84446 - ISSN 0247-3739

Dépôt légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes,  
infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à  
l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction.  
Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre  
français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris,  
tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.

**Directeur de la publication :** Philippe Frémeaux

CPPAP 0314 | 84446 - ISSN 0247-3739

Dépôt légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes,  
infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à  
l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction.  
Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre  
français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris,  
tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,  
l'Association Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs  
d'Alternatives Economiques.

**Directeur de la publication :** Philippe Frémeaux

CPPAP 0314 | 84446 - ISSN 0247-3739

Dépôt légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes,  
infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à  
l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction.  
Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre  
français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris,  
tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,  
l'Association Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs  
d'Alternatives Economiques.

**Directeur de la publication :** Philippe Frémeaux

CPPAP 0314 | 84446 - ISSN 0247-3739

Dépôt légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes,  
infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à  
l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction.  
Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre  
français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris,  
tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,  
l'Association Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs  
d'Alternatives Economiques.

**Directeur de la publication :** Philippe Frémeaux

CPPAP 0314 | 84446 - ISSN 0247-3739

Dépôt légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

# Des actes, pas des promesses !

**S**avez-vous comment cette Haïtienne réussit à tromper sa faim ? Elle mange des tablettes de terre. Et le quotidien de cette paysanne burkinabée, c'est des feuilles d'oseille cuites à l'eau avec un peu de farine. Son angoisse est permanente : « *Pourvu que les enfants aient quelque chose à manger !* »

Comme ces deux femmes, ils sont maintenant un milliard dans le monde à devoir ruser quotidiennement avec la faim. Un milliard, c'est la population réunie des Etats-Unis et de l'Union européenne. Des pays pour lesquels, face à la crise financière de 2008, des milliers de milliards de dollars ont été mobilisés promptement. Même si on note une percée récente de la sous-alimentation dans les pays développés, le milliard d'affamés se situe pour sa très grande majorité ailleurs, dans les pays les plus pauvres. Ils sont aujourd'hui

100 millions de plus qu'en 2008. Or, la communauté internationale s'était engagée en 2000 à réduire de moitié leur proportion par rapport à la population mondiale à l'horizon 2015.

Est-il utile de préciser que cet objectif ne sera pas atteint ? Pourtant, réduire durablement la faim est possible. A trois conditions. D'abord, abandonner l'idée que les pays dotés d'une agriculture performante doivent nourrir le monde. Ces pays, dont la France, ont la responsabilité première de promouvoir une agriculture saine et suffisante à leurs concitoyens et dont la rentabilité ne soit pas fondée sur la vente de ses surplus sur le marché mondial.

Ensuite, partager l'idée que les pays les plus pauvres peuvent eux aussi dé-

velopper une agriculture capable de nourrir leurs habitants. A ce sujet, le continent africain constitue la plus grande réserve de terres cultivables dans le monde et il est possible, si l'on s'en donne les moyens, d'y produire une quantité considérable de nourriture. Pour preuve, des pays émergents et des émirats sont actuellement en compétition pour louer d'immenses surfaces de terres africaines dans le but d'assurer leur propre alimentation !

Enfin, mobiliser l'aide internationale pour contribuer aux investissements nécessaires au développement d'une agriculture viable, durable et nourricière



« Réduire durablement la faim est possible »

dans les pays les plus pauvres. Si les budgets nationaux n'y suffisent pas, la priorité de la communauté internationale doit être d'accompagner ce progrès indispensable.

La conjugaison de ces trois conditions garantira une solution durable à ce drame de la sous-alimentation. Au nom du principe de souveraineté alimentaire, nous avons réussi depuis cinquante ans en France à assurer tant bien que mal la sécurité alimentaire à une très grande majorité de nos concitoyens. Au nom de la solidarité internationale, agissons enfin pour que cette souveraineté ait les mêmes effets dans des pays moins favorisés. ■

**Jean-Louis Vielajus,**

délégué général du Comité français pour la solidarité internationale



Avec la crise, le nombre de personnes sous-alimentées explose. Une situation qui nécessite de renforcer l'aide aux pays du Sud, alors même que les pays du Nord tardent à tenir leurs promesses.

# Le Sud à rude épreuve



Syifa International - Thierry Roland Ouédraogo

**R**éunis du 8 au 10 juillet dernier à L'Aquila, en Italie, les pays membres du G8, rejoints par les pays émergents et quelques pays en développement, ont signé une « déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale ». 20 milliards de dollars seront débloqués dans les trois prochaines années pour répondre à la crise alimentaire qui secoue nombre de pays du Sud. Ce nouveau « partenariat mondial » devrait traduire ces promesses en mesures concrètes lors du Sommet mondial de l'alimentation qui se tiendra du 16 au 18 novembre prochain à Rome. Un an après les émeutes de la faim qui avaient suivi la flambée des cours mondiaux des matières premières enregistrée entre

fin 2007 et avril 2008, la communauté internationale est donc de nouveau sur le pont. Sur le terrain, la situation ne cesse en effet de se détériorer.

Si la baisse des cours due aux bonnes récoltes de 2008 – ils restent toutefois supérieurs de 24 % à ceux de 2006 – et la crise mondiale avaient éclipié des agendas la crise alimentaire, celle-ci revient aujourd'hui au galop. Le 19 juin, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié des chiffres alarmants : le cap du milliard de personnes souffrant de la faim sera dépassé en 2009, soit 100 millions de plus par rapport à 2008. Le nombre d'habitants concernés devrait augmenter de 10,5 % en Asie, de 11,8 % en Afrique – où près d'un habitant sur

**Culture d'oignons au Burkina Faso.** Au Sud, le problème d'accès à la terre et le manque de moyens n'ont pas permis d'augmenter la productivité agricole.

trois (32 %) est sous-alimenté – et de 12,8 % dans les Caraïbes.

Selon un rapport sur la situation alimentaire dans le monde réalisé début juillet par l'agence des Nations unies, 30 pays – du Kenya à la Somalie, en passant par le Zimbabwe – sont en état d'urgence. Et le budget du Programme alimentaire mondial (PAM) n'arrive plus à répondre aux sollicitations. « *Alors que nous sommes déjà à la moitié de l'année, nous n'avons réuni qu'un quart des sommes nécessaires* »,

s'inquiète Tamara Kummer, porte-parole du PAM pour la France. Résultat : en juin dernier, cette organisation a dû revoir à la baisse – de 420 grammes à 320 grammes par jour et par personne – les rations de céréales accordées aux populations rwandaises. En Ouganda, ce sont 600 000 habitants qui ont vu leur ravitaillement interrompu.

## Les petits paysans, premières victimes

Les mauvais chiffres publiés par la FAO sont d'autant plus inquiétants qu'ils amplifient des évolutions déjà à l'œuvre. Depuis 2000, la malnutrition a augmenté dans les pays les moins avancés (PMA). La consommation alimentaire par habitant, mesurée en calories par habitant et par jour, est tombée de 2 390 calories en 2004 à 2 215 en 2006, et la situation s'est probablement aggravée sur la période 2007-2008, note la Cnuced, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (1).

En Afrique centrale, la part de la population sous-alimentée est quant à elle passée de 36 % au début des années 1990 à 56 % une décennie plus tard. La production agricole mondiale s'est certes accrue de 2 % en moyenne annuelle entre 1980 et 2004, mais cette progression n'a pas permis d'améliorer la situation. Et pourtant, l'augmentation de la population pendant la même période n'a été que de 1,6 %. « *Le problème de la faim ne s'explique pas par un manque mondial de nourriture, mais par l'impossibilité d'une partie de la population d'y avoir accès, faute de ressources suffisantes* », rappelle Bénédicte Hermelin, directrice du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret), une organisation non gouvernementale (ONG) membre du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI).

Premières victimes : les petits producteurs. Ils représentent 70 % des habitants de la planète souffrant de la faim (75 % dans les pays les moins avancés). Le problème d'accès à la terre, aux intrants (\*), ainsi que le manque de formation ou de moyens financiers pour favoriser le développement des circuits de stockage ou de distribution n'ont pas permis une augmentation de la productivité dans l'agriculture. De plus, ces producteurs ont été concurrencés par les importations de produits

## Les changements climatiques déstabilisent le Sud

**Déstabilisés par la crise alimentaire et la crise économique mondiale, les pays en développement commencent également à subir les conséquences des changements climatiques.** La hausse du niveau des mers pourrait obliger les populations vivant dans des zones côtières ou près des deltas des grands

fleuves à se déplacer. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 300 millions de personnes vivent dans les deltas de faible altitude, où le risque d'inondations est grand. Parallèlement, les agriculteurs situés dans les régions sèches pourraient aussi devoir abandonner leurs terres. Ces

déplacements risquent d'aggraver leurs conditions de vie, ainsi que la faim et la malnutrition. « *Les communautés rurales dépendantes de l'agriculture dans un environnement fragile seront confrontées à un risque immédiat et accru de pertes de récoltes et de bétail* », indique l'agence onusienne. ■

alimentaires moins onéreux que les produits locaux, car bénéficiant de coûts de production plus favorables ou de subventions. L'ouverture des frontières, préconisée par les organisations internationales, dont l'Organisation

## Le cap du milliard de personnes souffrant de la faim sera dépassé en 2009, soit 100 millions de plus par rapport à 2008

mondiale du commerce (OMC), qui devait favoriser la sortie de la pauvreté de ces Etats, s'est en réalité retournée contre eux. En Afrique, le riz thaïlandais s'est substitué aux céréales locales, tandis que le poulet brésilien mettait à mal les élevages. Du coup, les paysans ne parviennent pas à dégager un revenu suffisant de leur activité et s'enfoncent dans la pauvreté.

## Les consommateurs urbains dans la tourmente

Dénoncée par les organisations paysannes au Sud ou par des organisations de la société civile au Nord, cette politique a longtemps profité aux consommateurs urbains : elle leur permettait en effet de s'alimenter à moindre coût. D'autant que les prix mondiaux n'ont cessé de chuter dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000. Mais cette politique a montré ses limites l'année dernière, quand les cours des matières premières agricoles se sont envolés. Ils ont augmenté d'autant la facture des Etats ayant recours aux importations pour assurer leur sécurité alimentaire. Les importations alimentaires des pays les moins avancés sont

ainsi passées de 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1990 à 4,4 % en 2007. En 2000, elles totalisaient 6,9 milliards de dollars. En 2008, elles se sont chiffrées à 23 milliards de dollars, rappelle la Cnuced.

Partout, le renchérissement des approvisionnements a entraîné une inflation galopante. Cette hausse des prix a écorné le pouvoir d'achat des consommateurs, provoquant un repli des achats alimentaires. Faute d'investissements réalisés dans les agricultures locales, les petits paysans n'ont pas pu profiter de cette situation pour proposer des produits de substitution. Et en dépit de l'accalmie intervenue depuis sur le marché mondial, les prix à la consommation des produits de base n'ont pas connu la même évolution à la baisse. 80 % à 90 % des produits à base de céréales affichaient des prix supérieurs de 25 % à ceux de fin 2007 dans 17 pays d'Afrique subsaharienne, notait la FAO début juillet.

Au Soudan, le prix du sorgho était ainsi trois fois plus élevé qu'il y a deux ans à la même époque. En Ouganda, au Kenya ou en Ethiopie, le prix du maïs a pour sa part été multiplié par deux. La situation n'est guère meilleure en Amérique latine ou dans les Caraïbes, où 40 % à 80 % des prix alimentaires dépassent de 25 % en moyenne ceux atteints il y a deux ans. Vulnérables à l'augmentation des prix, des milliers de consommateurs qui jusqu'à présent s'alimentaient grâce aux importations ont été à leur tour rattrapés par la malnutrition. Quant à l'immense ma-

\* **Intrants** : engrais, pesticides, produits pour le bétail, etc. nécessaires à la production agricole.

(1) Dans son « Rapport 2009 sur les pays les moins avancés », juillet 2009. Disponible sur [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

↳ jorité des petits producteurs, largement écartés du marché, ils n'ont guère profité de ces hausses de prix.

## Les effets de la crise économique

Le nombre de personnes ayant des difficultés à s'alimenter s'est encore accru du fait de la crise économique mondiale, qui n'a pas épargné les pays du Sud : la baisse des échanges commerciaux mondiaux a en effet fragilisé la balance commerciale des pays fortement dépendants des exportations. Pour les plus pauvres d'entre eux, le choc est rude : les gains retirés des exportations représentaient 45 % de leur PIB en 2007, contre 17 % en 1995 ! L'OMC s'attend à ce que les flux commerciaux des pays en développement se contractent cette année de 7 %, contre 2 % à 3 % initialement prévus.

La récession menace directement les emplois liés aux exportations. L'exemple de la production de roses en Ethiopie est à ce titre exemplaire. Faute de consommateurs au Nord, les prix des roses importées par l'entreprise néerlandaise FloraHolland, un des plus grands acteurs du secteur, ont chuté de 15 % au premier semestre 2009. Les sommes versées aux producteurs locaux sont elles aussi en repli. Ceux-ci ne touchent aujourd'hui qu'entre 6 et 15 centimes d'euro selon la grosseur de la fleur, quand ils estiment qu'un gain compris entre 10 et 18 centimes est nécessaire

pour assurer la viabilité de leur exploitation. Or, en Ethiopie, 50 000 personnes travaillent dans la production horticole.

Dans tous les pays, la pauvreté progresse, tandis que nombre d'entreprises sont contraintes de licencier ou de mettre la clé sous la porte. Le Bureau

## Il est illusoire de considérer la flambée des prix agricoles observée l'année passée comme une simple poussée de fièvre sans lendemain

international du travail (BIT) prévoit 38 millions de chômeurs supplémentaires au second semestre 2009 et 75 millions de nouveaux travailleurs pauvres. Parmi eux, les deux tiers se trouvent dans les pays du Sud. Le choc risque d'être difficile à surmonter quand beaucoup d'entreprises, faute de perspectives, diffèrent leurs investissements. Ceux réalisés par les multinationales dans les pays en développement sont ainsi passés de 36,4 millions de dollars à 13 millions de dollars entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, selon la CnuCED.

La situation ne s'améliore pas non plus dans les campagnes. Le rétrécissement des débouchés n'incite pas les

agriculteurs à s'engager dans des démarches de modernisation de leur agriculture. « On est entré dans un cercle vicieux, pointe Tamara Kummer. Devant les difficultés, les petits producteurs commencent à retirer leurs enfants de l'école. Puis ils réduisent les dépenses de santé avant de se résoudre à vendre leur bétail et à quitter leur ferme. L'exode rural continue de s'accélérer. »

## Promesses non tenues

Face au double choc créé par la crise alimentaire et par la crise économique mondiale, les gouvernements du Sud sont impuissants : leurs marges de manœuvre budgétaires, déjà minces, sont aujourd'hui quasi inexistantes. Dans ce contexte, leurs engagements à consacrer 10 % de leur PIB à l'agriculture – contre 4 % aujourd'hui – s'éloignent. Les Etats riches du Nord, qui ont mobilisé des millions de dollars pour sauver des pans entiers de leur économie, tardent quant à eux à transformer leurs promesses d'il y a un an en actes. En juin 2008, ils s'étaient pourtant mis d'accord pour accorder une rallonge de 15 milliards de dollars aux pays du Sud fortement importateurs afin de réduire leur facture alimentaire. Or, sur cette somme, seuls 10 % ont été versés à ce jour... Il en va de l'aide d'urgence comme de l'aide publique au développement. La promesse d'y consacrer 0,7 % de leur PIB a bien du mal à se concrétiser. L'Italie a, par exemple, réduit ses subsides de 56 % cette année et la France ne maintient le chiffre de 0,38 % qu'en recourant à des artifices (2).

Sans financements supplémentaires, le Fonds monétaire international (FMI) a lui aussi revu ses ambitions à la baisse. Reconnaissant au plus fort de la crise alimentaire du printemps 2008 les limites des seules lois du marché pour assurer la sécurité alimentaire des pays du Sud, il avait pourtant souligné la nécessité d'investir massivement dans la modernisation des agricultures locales. Seule nouveauté : la Banque mondiale encourage désormais les pays les plus vulnérables à modifier leur législation pour favoriser la vente ou la location de terres agricoles à des entreprises multinationales ou à des pays – Chine, Japon, Corée, pays du Golfe – cherchant ainsi à sécuriser leurs propres approvisionnements. Une façon, selon l'organisation internationale, d'aider les pays les plus

## Le double discours de l'Europe

**Le 22 juillet dernier, les 27 Etats membres de l'Union européenne ont fait un don de 75 millions d'euros pour aider les pays du Sud à accroître leur production agricole.** Cette enveloppe bénéficiera à 13 pays sévèrement touchés par la hausse des prix. Cette aide survient après un don historique d'une valeur de 125 millions d'euros accordé un mois plus tôt. Mais cette générosité va de pair avec des pratiques qui ne favorisent pas toujours les objectifs affichés.

« L'Europe donne d'une main ce qu'elle reprend de l'autre,

affirme Pascal Erard, responsable plaidoyer au Comité français pour la solidarité internationale (CFSI). *Par exemple, et en dépit des conséquences désastreuses de l'ouverture incontrôlée des frontières aux importations de produits agricoles, Bruxelles persiste à vouloir signer les accords de partenariat économique prévoyant une nouvelle libéralisation des échanges avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).* » Ces accords prévoient une ouverture des frontières à près de 80 % des produits en provenance de l'Union européenne d'ici une période

de dix à quinze ans, contre un accès libre au marché européen pour les produits agricoles des pays ACP.

Par ailleurs, les subventions à l'exportation des produits agricoles, que l'Europe s'était engagée à éliminer et qui ne pesaient plus lourd dans ses échanges avec les pays en développement, sont en train de refaire surface. « Bruxelles a recommencé à subventionner la poudre de lait pour désengorger le marché européen et éviter que la baisse des prix du lait ne soit encore plus forte », ajoute Pascal Erard. ■

**En Afrique**, le riz thaïlandais s'est substitué aux céréales locales, tandis que le poulet brésilien mettait à mal les élevages.

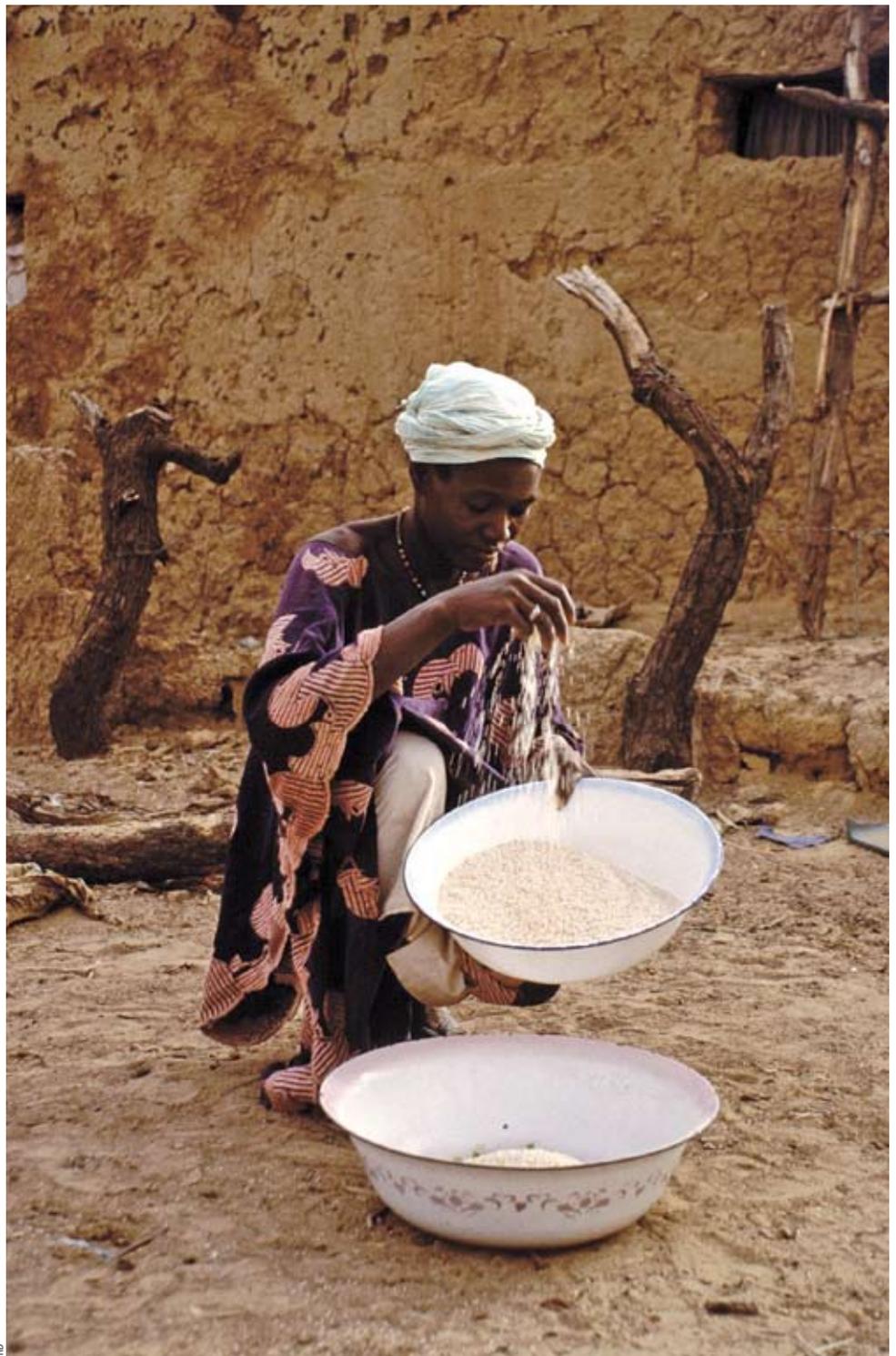
pauvres à réaliser les investissements nécessaires pour moderniser leur agriculture.

Sauf que ces derniers n'en voient généralement pas les effets positifs : les récoltes sont destinées aux pays exploitant désormais ces terres, qui ne font que peu appel à de la main-d'œuvre locale. Cette attitude, dénoncée par plusieurs ONG, crée de nouvelles tensions : risque de conflit avec les petits paysans pour l'accès à l'eau, expropriations, menaces sur les meilleures terres arables... Un récent rapport portant sur huit pays d'Afrique rendu en mai dernier (2) apporte de l'eau au moulin de ces opposants : il souligne le manque de transparence de ces transactions auxquelles les paysans sont rarement associés.

### Souveraineté alimentaire

« De sommet en sommet, on assiste à de grandes déclarations sur la faim et on lance des promesses de dons. Mais il n'y a ni suivi ni sanctions », déplore Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation (3). Et ce en dépit de l'urgence déclarée. Car il est illusoire de croire que les tensions vont s'estomper avec la relance économique, ou de considérer la flambée des prix observée l'année passée comme une simple poussée de fièvre sans lendemain. Comment, si rien ne change, espérer répondre en 2050 aux besoins d'une planète comptant 9 milliards d'habitants, dont les surfaces encore cultivables sont limitées et dont l'agriculture sera affectée par le changement climatique ?

La crise alimentaire du printemps 2008 ne pourrait être qu'une première alerte. Dans leur dernier rapport sur les perspectives agricoles 2009-2018 (4), la FAO et l'OCDE estiment que des épisodes d'extrême volatilité des prix, comme au moment de la flambée de 2008, ne sont pas à exclure au cours des prochaines années, en particulier du fait que les prix des produits agricoles sont de plus en plus dépendants des coûts du pétrole et de l'énergie. Même si les experts s'attendent, dans les dix ans à venir, à une progression de la production, de la consommation et des échanges agricoles dans les pays



en développement, l'augmentation des inégalités au Sud risque d'aggraver la situation des plus pauvres, acculés à l'insécurité alimentaire et à la faim.

« Ces perspectives montrent qu'il est urgent de permettre aux pays du Sud, qui sont les plus fragiles, d'assurer leur souveraineté alimentaire, en les encourageant à développer leur agriculture pour nourrir leur population, plutôt qu'en les obligeant à ouvrir toujours plus leurs marchés aux importations.

*Sans quoi les difficultés actuelles ne feront que s'aggraver* », conclut Bénédicte Hermelin. ■

**Laurence Estival**

(2) Voir « L'aide au développement recule », *Alternatives Économiques* n° 271, juillet-août 2009, disponible dans nos archives en ligne.

(3) « Accaparement des terres ou opportunités de développement », IIED/FAO/FIDA, mai 2009. Disponible (en anglais) sur [www.fao.org](http://www.fao.org)

(4) Cité dans « Le monde en récession néglige la crise alimentaire », *Le Monde Économie*, 30 juin 2009.

(5) « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018 », juin 2009, disponible sur [www.agri-outlook.org](http://www.agri-outlook.org)

# La faim s'étend

**Le retour des bonnes récoltes et le repli des prix ont fait oublier les émeutes de la faim** qui ont secoué plus de 30 pays au printemps 2008. Pourtant, avec la crise, le cap du milliard de personnes sous-alimentées devrait être franchi cette année dans le monde en développement. Les ressources alimentaires

existent, mais leur accès est trop inégal. L'autre défi est pour demain : pour nourrir 9 milliards d'êtres humains en 2050, le développement de la production agricole doit redevenir une priorité des politiques publiques. Tout en évitant les erreurs passées de l'agriculture productiviste.

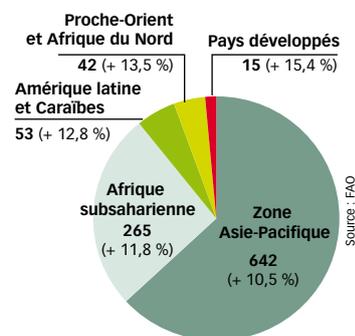
MARC CHEVALLIER

## Inégaux devant la faim

**E**nvolution des prix et récession obligent, le nombre de personnes souffrant de la faim devrait, selon la FAO, dépasser pour la première fois le milliard en 2009. 100 millions de plus qu'en 2008. L'objectif de la communauté internationale de réduire ce nombre à 420 millions d'ici à 2015 s'éloigne donc. Pourtant, en théorie, chaque humain dispose aujourd'hui de 40 % de grains en plus qu'en 1960. En Afrique subsaharienne, la disponibilité alimentaire moyenne dépasse même les 2 000 calories par jour. Nourrir le monde est en fait une question de plus juste répartition des ressources et pas (encore) un problème de niveau absolu de production.

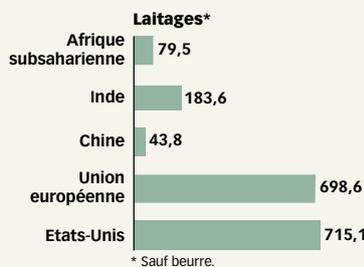
### Un milliard de sous-alimentés

Répartition estimée des populations sous-alimentées par région en 2009 (en millions) et augmentation par rapport à 2008 (en %)

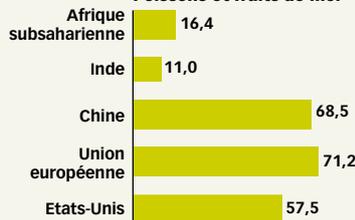


### Les inégalités persistent

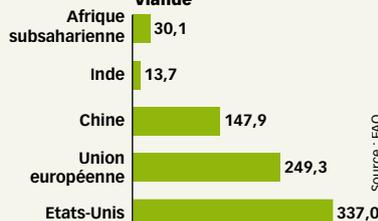
Consommation de différents aliments, en g/personne/jour



### Poissons et fruits de mer



### Viande



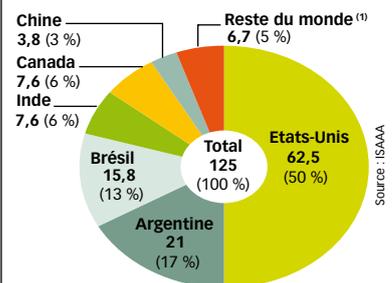
Le nombre de personnes souffrant de la faim devrait dépasser le milliard en 2009.

## Les OGM, une fausse solution

**Les cultures transgéniques couvraient, en 2008, 125 millions d'hectares** dans 25 pays, alors qu'elles ne représentaient que 1,7 million d'hectares dans 6 pays en 1996. Face aux incertitudes concernant leur dangerosité pour la biodiversité et au risque d'inféodation de la filière agricole aux semenciers, ces derniers soulignent que les OGM sont une arme pour lutter contre la faim dans le monde, grâce à l'amélioration des rendements qu'ils permettraient. Dans la pratique, l'essentiel des cultures OGM sont destinées à des fins énergétiques ou d'alimentation animale. La mise au point de variétés nutritionnellement enrichies ou résistantes au manque d'eau, par exemple, reste un axe marginal de la stratégie des multinationales comme Monsanto.

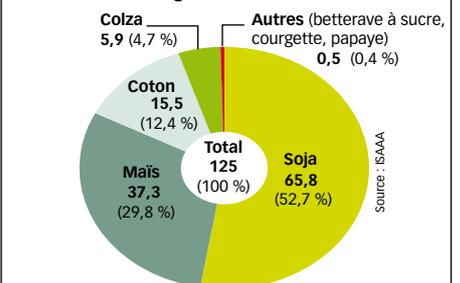
### Les cultures transgéniques en 2008

Principaux pays producteurs, en millions d'hectares et en % de la surface agricole mondiale en OGM



(1) Les superficies concernées dans l'Union européenne sont marginales : 0,1 % des cultures OGM dans le monde.

Principales cultures OGM, en millions d'hectares et en % de la surface agricole mondiale en OGM



## Où trouver ces chiffres ?

**FAOStat** : le service statistiques en ligne de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (<http://faostat.fao.org>).

**USDA, PSD On line** : la très riche base de données en ligne du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis ([www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx](http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx)).

**ISAAA** : cette vitrine des industriels producteurs des semences OGM propose quelques chiffres en accès libre sur leur développement ([www.isaaa.org](http://www.isaaa.org)).

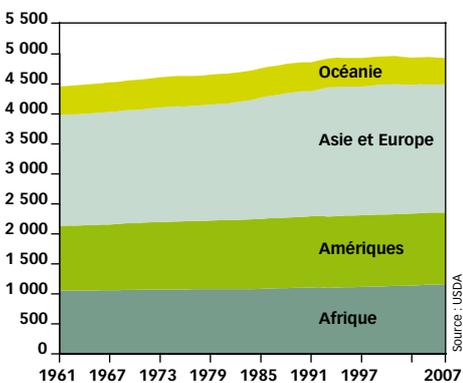
## Un modèle à revoir

**Pour satisfaire les besoins futurs de l'humanité**, il serait nécessaire d'accroître la production alimentaire mondiale de plus de 40 % d'ici à 2030 et de 70 % d'ici à 2050, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Or on observe depuis les années 1990 un plafonnement des superficies cultivées dans le monde et des rendements. Même si, indique la FAO, seulement 40 % de la surface cultivable de la planète est cultivée, ce sont les meilleures terres qui sont déjà utilisées et il ne faut pas s'exagérer le potentiel restant (zones éloignées des lieux de consommation et peu faciles

d'accès, desservies par le climat, le relief, la composition du sol...). C'est donc surtout en jouant sur les rendements qu'il sera possible d'accroître la production à l'avenir. Cependant, les méthodes qui ont prévalu jusqu'à ce jour pour augmenter la production à l'hectare (recours massif aux engrais chimiques et irrigation très gaspilleuse en eau) atteignent leurs limites. Elles ne pourront pas être perpétuées en raison de la dégradation des ressources naturelles qu'elles entraînent. Une autre agriculture, respectueuse des écosystèmes et capable d'en maximiser les ressources sans les détruire, est à inventer d'urgence.

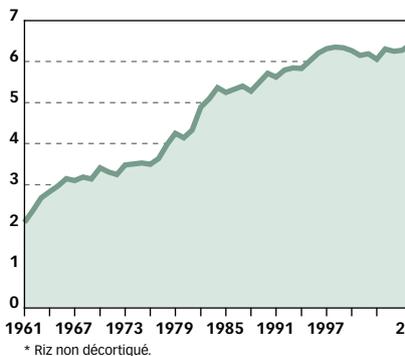
### Les surfaces cultivées plafonnent

Surface agricole mondiale, en millions d'hectares

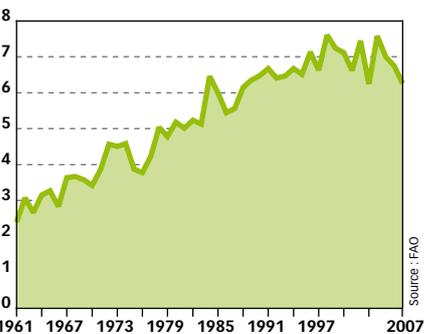


### Après plus de trente ans de progression, les rendements stagnent

Rendements du riz paddy\* en Chine, en tonnes par hectare



Rendements du blé en France, en tonnes par hectare



## Une détente provisoire ?

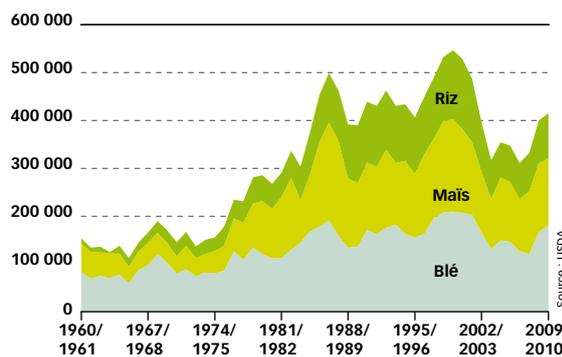
**Après les sommets atteints au printemps 2008, les prix des denrées alimentaires** sont redescendus. Mais pour les céréales, qui constituent la base de l'alimentation, ils restent à des niveaux nettement plus élevés qu'entre 1990 et 2005. Il avait suffi de mauvaises récoltes dans les pays producteurs du Nord et en Australie pour susciter cette envolée des prix. La montée en puissance des agrocarburants a accentué la pression : même s'ils restent marginaux au niveau mondial, ils absorbent déjà plus d'un quart de la production de céréales aux Etats-Unis. Les bonnes récoltes enregistrées en 2008 ont calmé

la fièvre et fait remonter les stocks mondiaux, en baisse depuis le début de la décennie. Selon les prévisions de la FAO et de l'OCDE, les prix devraient rester modérés dans les deux à trois ans à venir du fait de la récession,

avant de recommencer à augmenter légèrement (en moyenne de 10 % à 20 %) par rapport aux niveaux d'avant le pic. Un scénario optimiste qui n'exclut pas des épisodes de forte volatilité des prix.

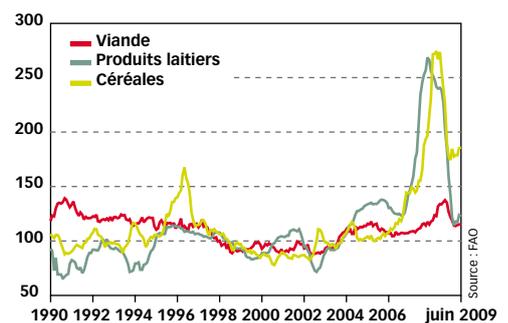
### Les réserves remontent

Stocks mondiaux de céréales en fin d'année, en millions de tonnes



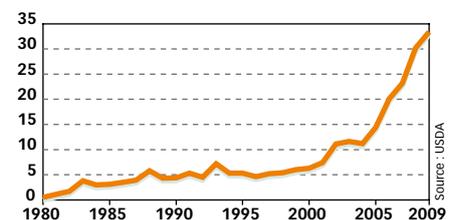
### Un pic historique

Indices de prix mensuels des produits alimentaires, base 100 = moyenne annuelle sur 2002-2004



### La pression des agrocarburants sur l'alimentation

Part de la production de maïs consacrée aux agrocarburants aux Etats-Unis, en %



Le monde n'est pas condamné à la famine. Mais il doit d'urgence réorienter ses systèmes agricoles. Cela passe, au Sud, par un soutien aux petits paysans et par des investissements permettant de valoriser la production locale.

# Un autre modèle agricole

**D**e retour d'une mission au Cameroun, Gérard Renouard, président d'Agriculteurs français et développement international (Afdi), une association de solidarité internationale membre du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), n'en revient toujours pas. Alors que le continent africain est celui qui est le plus touché par la malnutrition, les récoltes pourrissent sur pied dans les champs en l'absence de moyens de stockage. A une cinquantaine de

kilomètres de Yaoundé, des fruits s'entassent sur les bords de la route faute d'infrastructures leur permettant d'être livrés aux consommateurs des villes ! « *C'est un véritable gâchis* », s'emporte-t-il, dénonçant l'incurie des pouvoirs publics, qui n'ont pas su prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

L'exemple du Cameroun n'est malheureusement pas isolé. Dans nombre de pays du Sud, le manque d'investissements est flagrant pour favoriser la distribution comme, en amont, le développement de la production agricole. Pourtant, les experts sont formels : pour nourrir en 2050 une population mondiale de 9 milliards d'humains, il faudra mul-

tiplier par deux les quantités disponibles aujourd'hui. Et ces pays sont appelés à jouer un rôle majeur pour répondre à ces nouveaux défis, car ce sont actuellement les seuls à disposer de fortes marges de progression.

### Relancer la production au Sud

La plupart des terres disponibles se trouvent en effet sur le continent africain, où seulement 10 % des superficies utilisables sont aujourd'hui exploitées. Par ailleurs, il n'y a rien de commun entre les rendements observés dans beaucoup de pays en développement et ceux obtenus par les agriculteurs qui pratiquent une agriculture intensive, au Nord comme au Sud. En Afrique subsaharienne, où

---

**Mali.** Un programme de recherches vise à accroître la production au Sud en utilisant les potentialités, même restreintes, de la nature.



la production de céréales par hectare n'a pas progressé depuis le milieu des années 1980, les paysans dégagent une production de 12,3 quintaux par hectare, contre 30,9 en Asie ou 54 en Europe. Même constat pour le riz. La Guinée produit 1,5 tonne par hectare, contre 7 tonnes dans les pays qui, comme la Thaïlande, ont recours à l'irrigation. La situation est identique dans le secteur des productions animales. La productivité des exploitations laitières européennes mécanisées est de 6 000 litres de lait par vache et par an, quand celle des élevages traditionnels burkinabés, qui pratiquent encore la traite à la main, est estimée à 110 litres.

Certes, la mise au point de nouvelles variétés plus performantes peut permettre des gains de productivité dans les pays où ils sont déjà élevés. Mais ceux-ci resteront toutefois minimes par rapport aux gains que l'on peut attendre dans des pays où les rendements sont aujourd'hui très faibles. « *Concernant la production de riz, il est plus facile de passer de 2 à 3 tonnes par hectare que de 7 à 8 tonnes* », pointe Patricio Mendez del Villar, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Si le Bénin, par exemple, exploitait tout son potentiel en production de riz, le gain net qui en dériverait serait de plus de 55 millions de dollars. Seuls 8 % des quelque 322 000 hectares de terres propres à la riziculture sont en effet actuellement exploités dans ce pays, selon l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les contraintes environnementales, comme la question de l'accès à l'eau, rendent en revanche peu transférables les modèles productivistes mis en place dans les années 1970 dans les pays du Nord et dans certains pays du Sud. Le Cirad, en coopération avec l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), a notamment initié un programme qui vise à accroître la production agricole dans les pays en développement en utilisant les potentialités de la nature. Ces recherches n'ont rien de farfelu. Elles ont déjà montré que la mise en place d'une rotation des cultures évite un épuisement des sols. Le développement de cultures au pied des arbres dans les forêts favorise quant à lui la fixation de l'azote et la maîtrise des besoins en

## Changer de régime alimentaire

**La mise en place de politiques agricoles et l'aide internationale ne seront pas suffisantes** pour assurer le développement de la production dans les pays en développement et la sécurité alimentaire de la planète si les modes de consommation n'évoluent pas, en particulier dans les pays riches. « *Si tous les habitants voulaient consommer 30 kilos de viande par an et par habitant – ce qui est actuellement la situation dans un pays intermédiaire comme le Mexique (1) –, il faudrait,*

*pour y parvenir, multiplier par deux la production agricole mondiale et par cinq celle de l'Afrique dans les cinquante prochaines années* », explique Michel Griffon, spécialiste des questions agricoles et aujourd'hui directeur adjoint de l'Agence nationale de la recherche (ANR).

Cet objectif s'avère difficile à atteindre. En effet, les animaux consomment plus de calories qu'ils n'en produisent (dans un rapport de 1 à 4 pour les porcs, de 1 à 11 pour les bœufs). D'autre part, la pro-

duction d'un kilo de bœuf requiert 13 500 litres d'eau, contre 1 100 litres pour un kilo de blé. Comment résoudre ce problème quand on sait que les réserves en eau sont, elles aussi, limitées et qu'elles pourraient l'être encore davantage du fait du réchauffement climatique ? Un réchauffement auquel, d'ailleurs, la production des élevages participe : une vache produit autant de gaz à effet de serre qu'une voiture... ■

(1) Elle s'élève à 100 kilos environ en France.

eau. Les producteurs peuvent également récupérer les eaux de pluie pour arroser leurs plantations. Le développement de ces pratiques dans les pays en développement les plus pauvres permettrait d'accroître la production agricole de 56 %, selon la FAO.

### Réhabiliter les politiques d'appui aux producteurs

Première condition nécessaire à la relance de la production dans les pays en développement : les paysans doivent pouvoir avoir accès à la terre. En effet, si ces nouvelles solutions techniques sont développées par de grandes exploitations tournées vers l'exportation, les petits agriculteurs du Sud risquent de se voir confisquer une grande partie des hausses de revenus résultant du développement de ces pratiques. Par ailleurs, les producteurs qui ne disposent pas de ressources suffisantes doivent bénéficier de crédits pour acheter les intrants nécessaires (semences, engrais, produits phytosanitaires), mais aussi de formation et d'accompagnement technique pour les aider à emprunter ces nouvelles voies.

« *Pour inciter les agriculteurs à produire, il faut aussi leur accorder des prix rémunérateurs qui rentabilisent les investissements réalisés* », rappelle Gérard Renouard, s'appuyant sur l'exemple de la politique agricole commune (PAC) menée par l'Union européenne. Assurées de rentrées suffisantes via des prix garantis et bénéficiant de prêts bonifiés, les exploitations européennes ont réussi

en une décennie à rendre autosuffisant le Vieux Continent, qui ne couvrirait dix ans plus tôt que 60 % de ses besoins. « *Il est temps de réhabiliter les politiques agricoles* », observe Pascal Erard, responsable du plaidoyer au CFSI.

Reste que le développement de la production locale n'est envisageable que si, parallèlement, les gouvernements se protègent des importations de produits alimentaires moins onéreux qui déstabilisent les marchés locaux. Faiblement compétitifs, les petits paysans ne peuvent pas résister à l'arrivée de marchandises qui les concurrencent directement. Sans cette protection, tous les efforts réalisés pourraient être réduits à néant. Certains pays l'ont déjà compris : en Colombie, par exemple, le gouvernement oblige les industriels qui ont l'habitude d'acheter le riz sur le marché mondial à s'approvisionner pour des volumes identiques auprès des producteurs locaux. Cet équilibre permet par ailleurs de répondre aux besoins de la population, car une fermeture totale des frontières est inenvisageable dans des pays qui dépendent fortement des importations pour se nourrir.

### Réguler les échanges

De nouvelles règles sont nécessaires, mais elles vont à l'encontre de celles préconisées par les organisations internationales et auxquelles les Etats fortement endettés ont dû s'astreindre depuis une vingtaine d'années : diminution des dépenses publiques et libéralisation des échanges commerciaux afin de permet-

**Togo.** Pour développer leur production, les pays du Sud doivent se protéger des importations de produits alimentaires qui déstabilisent les marchés locaux et empêchent les agriculteurs de se moderniser.

tre aux consommateurs de s'approvisionner aux meilleurs prix et de pousser les producteurs locaux à être plus compétitifs. La crise alimentaire du printemps 2008 a pourtant bien montré les limites du marché pour assurer l'approvisionnement des populations : quand les cours se sont envolés, les pays qui se procuraient leur nourriture sur le marché mondial ont vu leurs dépenses alimentaires exploser. « *Les prix devenus rémunérateurs ont incité les petits producteurs, notamment en Afrique et en Amérique du Sud, à relancer la production. Mais quand les cours ont de nouveau baissé, ils n'ont pas pu rentabiliser les investissements effectués, les industriels ou les commerçants auxquels ils vendent leurs marchandises ont en effet revu le prix payé aux producteurs à la baisse* », observe Patricio Mendez del Villar. En 1962, l'Europe n'a d'ailleurs pas hésité à établir des droits de douane élevés pour soutenir le développement de sa production agricole.

De plus, ce cercle vicieux, déstabilisant à court terme, est dangereux à long terme, car il est peu probable que le marché soit capable, à lui tout seul, de répondre aux besoins d'une planète de 9 milliards d'êtres humains si la production n'augmente pas dans les pays du Sud. Nombre de pays exportateurs, dont certains comme l'Inde connaissent une forte croissance démographique, préfèrent d'ailleurs assurer la sécurité alimentaire de leur population avant de vendre leurs récoltes sur le marché mondial. En pleine crise alimentaire, Delhi a ainsi limité les quantités de riz mises sur le marché mondial. L'interdiction d'exporter, qui devait être levée dans les prochains mois, pourrait être maintenue, le gouvernement redoutant une baisse de la récolte 2009.

### Des moyens supplémentaires

Si la mise en place de politiques agricoles et d'une régulation des échanges de produits agricoles est nécessaire, ces mesures ne seront toutefois pas suffisantes. Les gouvernements du Sud devront aussi mobiliser des sommes importantes pour le réaménagement



Estimote

agricole. Objectifs : mieux contrôler l'eau par la réalisation de petits barrages, au plus près des zones de production, et développer des infrastructures pour stocker et acheminer les récoltes vers les marchés. « *Sans parler de la nécessité de développer l'industrie de transformation* », met en avant Gérard Renouard.

Les pays du Sud ne pourront toutefois assumer ces dépenses sans une augmentation importante de l'aide internationale. Ils ne consacrent en effet, en moyenne, que 4 % de leurs ressources à l'agriculture, alors qu'ils s'étaient engagés à les augmenter à hauteur de 10 %. Or les pays riches tardent à débloquer les fonds promis pour les épauler dans cette tâche. Alors qu'ils ont approuvé, en 2005, la mise en place d'une politique agricole régionale, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Communauté

économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) attendent encore de la part des bailleurs de fonds les financements pour alimenter un fonds de développement agricole. Celui-ci prévoyait des prix garantis aux producteurs, un accès facilité au crédit, un accompagnement renforcé et la définition d'un tarif extérieur commun.

« *Plus que jamais, les Etats doivent définir des politiques agricoles leur permettant de retrouver des marges de manœuvre* », note Pascal Erard. La communauté internationale, qui se réunira une nouvelle fois à Rome sous l'égide de la FAO en novembre prochain pour aborder la question de la sécurité alimentaire mondiale, saura-t-elle se saisir de cette perche pour changer son approche et traduire en engagements concrets les promesses d'aide annoncées mais jamais réalisées ? ■ **L. E.**

Malgré son essor en France, l'agriculture bio reste très marginale et à la traîne par rapport à d'autres pays européens. Faute de politiques publiques plus incitatives.

# Produire et manger autrement ? Oui, mais...

## Ferme bio dans le Bas-Rhin.

Les 600 000 hectares bio cultivés en France ne représentent que 2,1 % de la surface agricole nationale.

Chaque jour qui passe apporte aux Français sa charretée de signaux inquiétants quant à l'avenir de leur modèle agricole et alimentaire. Une dérive qui les pourchasse jusque dans leurs retraites estivales, comme l'a encore rappelé cet été l'affaire de la prolifération des algues vertes. A Saint-Michel-en-Grève, dans les Côtes-d'Armor, ce ne fut que la mort d'un petit cheval, mais la toxicité pour l'homme de la « salade de mer » a été reconnue. Agents multiplicateurs de cette pollution : les effluents azotés rejetés par les élevages de porcs – très concentrés dans la région – et utilisés comme engrais. La pollution par les nitrates, qui atteint ses plus hauts niveaux en Bretagne – même s'ils ont tendance à s'y réduire – et qui s'aggrave dans les zones de grande culture, comme le Bassin parisien, est l'une des multiples facettes d'un insoutenable modèle agro-industriel.

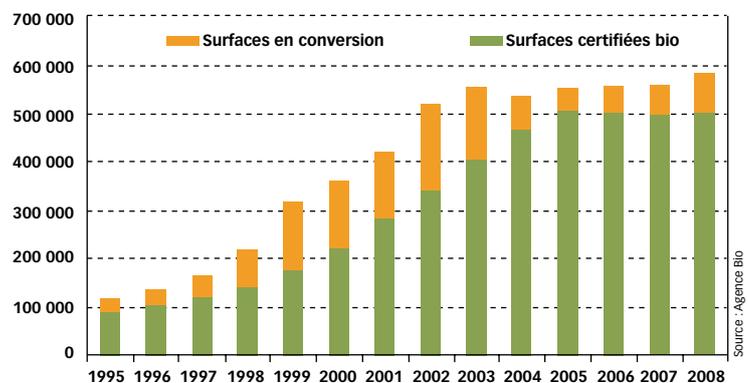
Outre la pollution des eaux, cause de surcoûts en traitements pour la consommation humaine, l'agriculture industrialisée à l'excès entraîne partout une perte de biodiversité et un recul de l'espace cultivé dans les zones qu'il est moins rentable de mettre en valeur. Les conséquences n'en sont pas seulement une perte de variété et de saveur dans nos assiettes et une moindre aménité des paysages dans un pays qui mise pourtant sur son tourisme : c'est le fonctionnement des écosystèmes eux-mêmes qui est affecté. L'agriculture moderne est également un contributeur important au changement climatique, avec 20 % des émissions hexagonales de gaz à



G. Engel - Uba Images

## LES SURFACES BIO PLAFONNENT

Evolution des surfaces cultivées en France selon les règles de l'agriculture biologique, en hectares



Source: Agence Bio

effet de serre : 9 % en raison de la décomposition des engrais azotés, 9 % à cause de l'élevage (déjections et digestion animales) et 2 % pour la consommation d'énergie.

## Payer le prix

C'est la rançon d'une agriculture qui a trop bien réussi la mission qui lui a été assignée il y a un demi-siècle : produire en abondance pour toujours

➤ moins cher, ce qui s'est traduit par le recul spectaculaire de la part de l'alimentation dans le budget des ménages. La production agricole a plus que doublé en volume depuis 1960, tandis que les prix réels payés aux producteurs ont été divisés par deux. Des producteurs souvent contraints de travailler selon des méthodes qu'ils désapprouvent eux-mêmes – agrandissement des exploitations au détriment de l'installation de jeunes, irrigation intense et recours massif aux traitements chimiques – pour préserver leur emploi et un revenu disponible, en moyenne modeste en dépit des subventions.

Bien des études, dont celles de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), soulignent pourtant que l'agriculture biologique ou des systèmes

utilisant très peu d'intrants obtiennent des rendements à l'hectare proches de ceux auxquels parvient l'agriculture dominante. Cela implique cependant un accroissement du travail humain et des charges d'exploitation (irrigation au goutte-à-goutte, élevage plus extensif, substitution des aliments locaux – à commencer par l'herbe – au soja importé...). Mettre fin aux ravages de l'agriculture ne nécessite donc pas seulement de mieux conditionner les aides dont elle bénéficie déjà. Il faudrait également que la société dans son ensemble accepte de la rémunérer davantage pour les contraintes qu'il est urgent de lui imposer.

Et c'est bien là le nœud du problème. Pour l'heure, les alternatives au modèle dominant ne se développent pas à partir d'une réorientation de fond de la

politique agricole, mais à partir de la volonté d'individus ayant les moyens d'en supporter le coût. Ce qui pose les bases pour un éventuel changement en profondeur à l'avenir, mais en limite aujourd'hui l'essor.

## Une ruse du capitalisme

Les Amap, les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, en offrent un bon exemple. Réunissant des consommateurs s'engageant à acheter des paniers de fruits et légumes de saison à un agriculteur, elles constituent un modèle idéal : non seulement les produits sont bio (ou produits dans des conditions proches), mais la proximité géographique entre producteur et consommateur réduit les émissions de CO<sub>2</sub> liées au transport. Le degré d'engagement individuel et les contraintes matérielles qu'implique ce système très convivial en limite cependant l'étendue. Les Amap, nées en France en 2001, seraient aujourd'hui au nombre de 500 et concerneraient 100 000 personnes, soit 0,16 % de la population.

Le gros de la production bio ne passe pas par des circuits courts de type Amap, mais par des filières agro-industrielles, du producteur souvent lointain (la France importe près de la moitié de sa consommation !) jusqu'aux chaînes spécialisées et aux supermarchés. Si beaucoup y voient, non sans raison, une ruse du capitalisme prompt à investir la moindre niche exploitable (transportés, transformés, conditionnés, ces produits bio laissent aussi une sacrée empreinte écologique !), c'est aussi ce qui a permis l'essor spectaculaire de l'agriculture biologique en France.

Mais là encore, il ne faut pas se bercer d'illusions : les 600 000 hectares en bio ne représentent que 2,1 % de la surface agricole utilisée (SAU) nationale. Et le plafonnement des surfaces observé ces six dernières années, faute d'incitations suffisantes, ne permettra pas d'atteindre les 6 % fixés par le Grenelle de l'environnement... pour 2010.

On mesure bien là les limites du jeu de l'offre et de la demande dites responsables et le sous-engagement des politiques publiques. Les marges de manœuvre sont pourtant considérables : la France fait nettement moins bien que la moyenne de l'Union européenne, où l'agriculture bio représente 5,2 % de la SAU. Nos voisins italiens sont déjà à 9 % et l'Autriche caracole en tête à 13,4 %.

Antoine de Ravignan

## Pays du Sud : suivez les indications

**Les appellations d'origine contrôlée (AOC) permettent de défendre et de valoriser les produits de terroir (et donc le développement local).** Bien connues du consommateur français, elles ont leur pendant international : les indications géographiques protégées (IGP). Celles-ci ont, sous la pression européenne, été introduites dans les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) relatives à la propriété intellectuelle. C'est en vertu de ces dispositions – qui peuvent être moins exigeantes que les AOC – qu'un éleveur néo-zélandais ne pourra jamais vendre du roquefort, ni un producteur américain le célèbre riz basmati indien (ce qui a bien failli se produire !). Chaque Etat membre de l'OMC est tenu d'introduire dans son droit national une législation sur les IGP et nombre de pays du Sud ne se font pas tirer l'oreille pour satisfaire à cette obligation.

Le Cambodge, par exemple, s'y emploie avec la plus grande attention. Ce pays très pauvre jouit, avec ses traditions gastronomiques, de productions locales fort appréciées et que la ménagère cambodgienne n'hésite pas à payer un peu plus cher, comme le riz de la région de Battambang, le poivre de Kampot ou le sucre de palme de Kampong Speu. Le Cambodge a donc tout intérêt, via les

IGP, à mieux valoriser ce genre de produits auprès des consommateurs urbains, des touristes et, bien sûr, à l'étranger. Ce qui passe par la constitution d'un cadre législatif et réglementaire qui devrait bientôt voir le jour. Et surtout par l'émergence d'organisations professionnelles à même de veiller au contrôle des cahiers des charges, au marketing, à l'amélioration de la présentation des produits...

Dans ce pays qui se remet lentement de son passé douloureux, il s'agit d'un travail de longue haleine, mené depuis deux ans avec des appuis français – notamment l'Agence française de développement (AFD), le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret) et le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) – et qui commence à porter ses fruits. Ainsi, la Kampong Speu Sugar Promotion Association (KSSPA) devrait commercialiser ses premiers paquets de sucre de Kampong Speu dès la fin 2009. Elle réunit pour l'heure près de 150 paysans pauvres, qui comptent bien voir leur production (300 tonnes actuellement) leur rapporter au moins 15 % de plus que l'an passé. ■ A. R

**Pour en savoir plus :** « Indications géographiques au Cambodge. Protéger les marques des territoires au profit des producteurs ruraux », par Martine François, Prak Seyreavath et Jean-Marie Brun, *Autrepart* n° 50, IRD et Presses de Sciences po, juin 2009.



des images et des mots  
sur les désordres alimentaires  
du monde

ALIMENTERRE  
FESTIVAL  
DE FILMS  
DOCUMENTAIRES

DU 16 OCTOBRE  
AU 30 NOVEMBRE 2009  
150 SEANCES  
FRANCE - TOGO  
BELGIQUE - LUXEMBOURG



Comité français pour la  
solidarité internationale

au programme

ÉMEUTES DE LA FAIM :  
LA CRISE ÉTAIT PRESQUE PARFAITE

Vers un crash alimentaire  
d'Yves Billy et Richard Prost



PROPRIÉTÉ PRIVÉE  
DÉFENSE DE SEMER !

Les Pirates du vivant  
de Marie-Monique Robin



IMPENSABLE DISPARITION,  
L'INDISPENSABLE PAYSAN

Faim des paysans, une ruine programmée  
de Clément Fonquernie et Bruno Portier



AGRICULTURE DURABLE,  
PRENONS EN DE LA GRAINE

Bioattitude sans béatitude  
d'Olivier Sarrazin



ACCORDS DE PÊCHE  
POISON D'AVRIL

Une pêche d'enfer !  
de Vincent Bruno



[www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)



MAIRIE DE PARIS

Alternatives  
Economiques

Le Festival est réalisé avec l'aide financière de l'Agence française de développement, du ministère des Affaires étrangères et européennes et de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence française de développement, du ministère des Affaires étrangères et européennes et de l'Union européenne.

du 14 au 22 novembre 2009 - 12<sup>e</sup> édition

La Semaine de la solidarité internationale

« Récession », « crise financière »... aujourd'hui certains parlent même de « désastre économique mondial ». Mais ceux qui vivent dans les pays pauvres n'ont pas attendu la « crise » pour constater les conséquences sociales et environnementales de notre modèle de développement. Ce sont d'ailleurs eux, et les plus fragiles ici, qui souffrent le plus durement de la situation. Pourtant des alternatives existent, ici comme là-bas. Loin de baisser les bras et résistant au repli sur soi, nous serons des milliers, à l'occasion de la **Semaine de la solidarité internationale** du 14 au 22 novembre, à exprimer notre solidarité et à agir concrètement pour un monde plus juste.



Et pourquoi pas vous ?

Journées à thèmes, conférences, spectacles, projections, marchés solidaires, repas équitables, ateliers, débats, expositions... la Semaine est le grand rendez-vous de sensibilisation à la solidarité internationale. Elle se prépare dès maintenant partout en France !

Qui participe ?  
Quelles thématiques ?  
Comment faire ?

Toutes les infos sur :  
[www.lasemaine.org](http://www.lasemaine.org)

OSONS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!

UN ACTE RÉFLÉCHI ! UN ACTE NÉCESSAIRE !

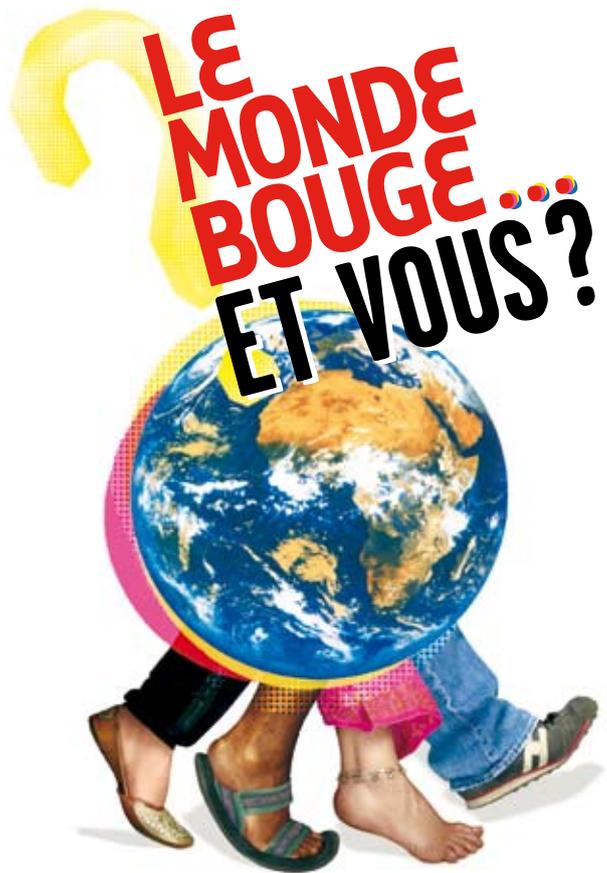
EN COLLABORATION AVEC



AVEC LE SOUTIEN  
ET LA PARTICIPATION DE



Et de : Amnesty International, FSU - Fédération Syndicale Unitaire, Oxfam France - Agrir ici, Peuples Solidaires, RADS - Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale.



MAIRIE DE PARIS



île de France



C A M P A G N E

# ALIMENT TERRE



FAIM DANS LE MONDE :  
dites un chiffre

1 million 02 milliards



Comité français pour la  
solidarité internationale

[www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)



MAIRIE DE PARIS



Cette campagne est réalisée avec l'aide financière de l'Agence française de développement et du ministère des Affaires étrangères et européennes.  
Son contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence française de développement ou du ministère des Affaires étrangères et européennes.